

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Monsieur le Directeur de l'Établissement d'Infrastructure de la Défense de Rennes (ESID) Quartier Margueritte - 1, rue Garigliano 35200 RENNES

Mandataire

Service National d'Ingénierie Aéroportuaire
82, rue des Pyrénées - 75970 PARIS cedex 20

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Directeur du Service National d'Ingénierie Aéroportuaire
82, rue des Pyrénées 75970 PARIS Cedex 20
Selon convention établie entre l'ESID et le SNIA signée le 04/09/2023

Conducteur d'opération

Service National d'Ingénierie Aéroportuaire
Département SNIA Nord – MGP
82, rue des Pyrénées 75970 PARIS Cedex 20
Représenté par Monsieur le Directeur du SNIA

Objet de la consultation

Evreux-BA105-CUGE :
**Construction d'un Hangar de Maintenance avion HM430,
VRD générales et parking aéronautique. – Marché n°24-015
Phase Candidature**

Remise des Candidatures

Date et heure limites de réception : **14/06/2024 à 12H00** (heure locale de l'adresse du RA)

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Pages

Table des matières

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2-1. Définition de la procédure.....	4
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	4
2-3. Montant prévisionnel du projet	4
2-4. Nature de l'attributaire.....	4
2-5. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières	4
2-6. Variantes.....	4
2-7. Prestations supplémentaires éventuelles	5
2-8. Exigences minimales de la négociation	5
2-9. Délai d'exécution des travaux.....	5
2-10. Modifications de détail au dossier de consultation	5
2-11. Délai de validité des candidatures et offres.....	5
2-12. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense	5
2-13. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau	6
2-14. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	6
2-15. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain	7
2-16. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	7
2-17. Clauses sociales et environnementales.....	7
2-18. Labels	7
2-19. Prestations annexes	7
ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION	8
3-1. Première étape de la consultation – Phase Candidature.....	8
3-2. Seconde étape – Sélection des offres	13
ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES CANDIDATS	13
4-1. Ouverture des candidatures	13
4-2. Limite du nombre de candidat admis à poursuivre la consultation.....	13
4-3. Critères de sélection des candidatures.....	14
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE LA CANDIDATURE	14
5-1. Candidature remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation	14
5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....	15
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	16
ARTICLE 7. PROCÉDURES DE RECOURS	16

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP. Le CCAG considéré est issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation concerne :

La construction d'installations nécessaires à l'accueil d'un escadron et à la maintenance et l'exploitation opérationnelle de 3 Falcon 8X.

Le projet se situe sur la Base aérienne 105 Evreux-Fauville implantée sur la commune d'Evreux (Eure).

Le projet est composé de trois ensembles :

Deux ensembles objets de consultation en 2024 :

- **Le hangar de maintenance (HM430) d'environ 8 308 m² , VRD générales et parking aéronautique comprenant (objet de la consultation) :**
 - Les aires de maintenance pour 3 avions Falcon 8X : 5 566 m² SUB;
 - Les locaux de stockage et ateliers : 1 113 m² de SUB ;
 - Les locaux tertiaires, locaux vie et locaux techniques : 1 629 de SUBm² ;
 - Aménagement extérieur de toute l'emprise du projet ;
 - Les VRD de toute l'emprise du projet ;
 - La reprise de l'aire aéronautique (6 958 m²). et les parkings véhicules: (4 500 m²).
- Les installations de l'escadron comprenant :
 - L'extension du bâtiment 438 : 2 303 m² SUB de construction en extension ;
 - La rénovation légère du bâtiment 438, livré en 2019 : 1 350 m² de SUB ;

Un ensemble objet d'une consultation ultérieure :

- Les installations de l'escadron comprenant la rénovation du bâtiment 428 : 562 m² SUB de rénovation lourde ;

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 1 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

Base aérienne 105 Evreux-Fauville–5 Chemin du Coudray –27930 FAUVILLE.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure de **l'appel d'offres restreint** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie, la consultation porte sur 5 lots désignés ci-après qui seront traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot 01	Gros-œuvre et charpente - Clos-Couvert
Lot 02	Second Œuvre
Lot 03	Plomberie, sanitaires, CVC
Lot 04	Électricité
Lot 05	VRD générales et parking aéronautique

2-3. Montant prévisionnel du projet

Le montant prévisionnel global de l'opération pour le hangar de maintenance est estimé à 24 120 000€ HT (valeur août 2023)

2-4. Nature de l'attributaire

Chaque marché passé par lots séparés sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le maître d'ouvrage peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du maître d'ouvrage un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-5. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2-6. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées pour les lots 2, 3, 4 et 5.
Une variante pourra être proposée uniquement pour le lot N°1. Celle-ci sera précisée lors de la consultation en phase offre.

2-7. Prestations supplémentaires éventuelles

Les Prestations Supplémentaires éventuelles (PSE) seront précisées dans la phase offre.

2-8. Exigences minimales de la négociation

La procédure en appel d'offre restreint ne permet pas la négociation.

2-9. Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux sera fixé dans l'acte d'engagement, publié lors de la phase de sélection des offres.

A titre d'information, la durée d'exécution des travaux est estimée à 17 mois à compter de la notification y compris période de préparation et OPR.

2-10. Modifications de détail au dossier de consultation

Le RA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 11 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des candidatures. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-11. Délai de validité des candidatures et offres

Le délai de validité des candidatures lors de la phase de sélection correspondante est de 90 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des candidatures.

Le délai de validité des offres lors de la phase de sélection correspondante est de 180 jours; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-12. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Le présent dossier intéressant la Défense, les candidats auront à en assurer la conservation avec toutes les précautions de confidentialité requises.

La diffusion d'information et supports portant la mention « diffusion restreinte » fera l'objet d'un engagement préalable de tous les membres de l'équipe candidate qui devront signer un engagement (Annexe Z jointe).

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait que les travaux à exécuter se situent dans l'enceinte du Ministère des Armées – BA105 d'Evreux-Fauville située dans le département de l'Eure, à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence pour la protection du SECRET ou de points sensibles.

Il est précisé qu'une autorisation individuelle d'accès, délivrable seulement après enquête de sécurité, est nécessaire pour tous les membres de l'entreprise et de ses éventuels partenaires (co-traitants, sous-traitants...) désirant pénétrer sur le site et qu'il leur appartient de prendre leurs dispositions en conséquence. Cette procédure simplifiée n'est utilisable que pour du personnel français.

2-13. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières la clause suivante :

"Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après, mis en œuvre sur sa proposition :

pendant le délai de ____ ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du(des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le (les) remplacer à ses frais sur simple demande du maître d'ouvrage, par le(s) matériau(x) et fourniture(s) suivant(s) :

Cette garantie particulière couvre les dommages qui n'engagent pas la présomption de responsabilité décennale des entreprises."

2-14. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A. Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, seront joints au dossier de consultation lors de la phase de sélection des offres :

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le projet de règlement du Collège interentreprises.

B. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

C. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus de participer aux réunions du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de travail qui sera constitué au plus tard 21 jours avant le début des travaux conformément à la réglementation en vigueur.

D. Voies et Réseaux Divers du chantier (VRD)

Les travaux concernant les Voies et Réseaux Divers du chantier sont à réaliser conformément au présent DCE et au planning de l'OPC, remis lors de la phase offre.

Les candidats devront fournir à l'appui de leur offre toutes précisions sur les raccordements aux réseaux qui leur seront nécessaires (voirie, eau, électricité, égouts, etc.) en distinguant les besoins intéressant particulièrement la sécurité et la protection de la santé conformément aux dispositions de l'article R4533-1 du code du travail.

2-15. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

Aucune stipulation particulière.

2-16. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

2-17. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Les clauses sociales seront indiquées lors de la phase de sélection des offres et adaptées à chaque lot.

S'agissant de la clause environnementale

Les clauses environnementales seront indiquées lors de la phase de sélection des offres et adaptées à chaque lot. Elles seront assorties de pénalités.

2-18. Labels

Les labels exigés sont indiqués à l'article 4-3 du présent document.

2-19. Prestations annexes

Maitrise d'œuvre	SNIA - Département Bâtiment
AMOE structure	ASSYSTEM
AMOE VRD	ECR ENVIRONNEMENT
AMOE CFO/CFA et cybersécurité	EGIS
AMOE désenfumage	CERIB
AMOE Foudre	BCM FOUDRE
AMOA ICPE IOTA	NOEDYM BREIZH
Ordonnancement, Pilotage et Coordination	O2P
Coordonnateur SSI	KERBEROS
Contrôleur technique	VERITAS
Coordonnateur SPS	BTP CONSULTANTS
Études géotechniques	GINGER CEBTP
CSP	DEKRA INDUSTRIAL SAS

ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

La procédure d'appel d'offres restreint comporte en premier lieu une sélection des candidats, suivi d'une phase de remise des offres uniquement par les candidats sélectionnés.

Par conséquent, les candidats doivent dans un premier temps déposer leur dossier de candidature, conformément aux exigences et dans le délai indiqué en première page du présent document.

Seules les sociétés retenues après analyse des candidatures recevront l'invitation à soumissionner et devront constituer un dossier d'offre, selon les modalités qui seront indiqué dans le dossier publié.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. Première étape de la consultation – Phase Candidature

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis de marché envoyé à la publication ;
- Le présent règlement ;
- La note de présentation de l'opération et ses annexes ;
- Cadre de mémoire de candidature par lot et son annexe ;
- L'annexe Z.

Le dossier à remettre par chaque candidat concernant le lot pour lequel il remet une candidature devra comprendre le mémoire de candidature et ses annexes éventuelles (selon le cadre type joint), l'annexe Z et comprendra les pièces justificatives suivantes :

3-1.1 Situation juridique - références requises :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

* Le(s) lot(s) pour lequel/lesquels la candidature est déposée ;

* Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché

* Une déclaration sur l'honneur précisant qu'il n'entre pas dans l'un des cas d'interdiction d'attribution d'un marché public en vertu de l'article 23 du RÈGLEMENT (UE) 2022/576 DU CONSEIL du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) no 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine.

Les candidats entrant dans le cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus ;

Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus ;

3-1.2 Capacité économique et financière- références requises :

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- * Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
- * Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'article A 243-2 et suivants du code des assurances.

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le maître d'ouvrage.

3-1.3 Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

A - Expérience :

Le candidat présentera au maximum 5 références d'opérations réalisées dans les 5 dernières années, le choix des références est laissé à la libre appréciation du candidat (ou du groupement) afin de démontrer de l'expérience adéquate dont il bénéficie. Il précisera pour chacune la nature de la maîtrise d'ouvrage, le coût de l'opération, le domaine (militaire, scolaire, médical, etc...), la complexité, la nature du groupement dans lequel il a travaillé, le nombre de personnel mobilisé et la durée de réalisation.

Les travaux devront être appuyés d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

B - Capacités professionnelles :

- * La preuve de la capacité de l'entreprise, de la société peut être apportée par tous les moyens, notamment par des références attestant de la compétence du candidat à réaliser les travaux pour lesquels il concourt.

Ces références devront faire apparaître des caractéristiques similaires au présent marché (nature exacte des travaux, coût de l'opération, nom du maître d'ouvrage), réalisées par les intervenants de l'agence (agence qui réalisera les travaux et non par la société nationale) sur les 5 dernières années.

Cette liste de travaux sera appuyée par des attestations de bonne conduite délivrées par le destinataire privé ou public (maître d'ouvrage ou maître d'œuvre) de l'opération et précisant si les travaux ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

- * L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de mêmes natures que celles du présent marché ;

- * Les certificats de qualifications professionnelles mentionnés ci-dessous, selon le lot concerné ;

La preuve de ces capacités peut être apportée par des certificats de qualité, délivrés par des organismes indépendants fondés sur les normes européennes ou par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Le niveau minimum de compétences est le suivant :

Lot 01 : GROS-OEUVRE	
Compétences obligatoires	Qualifications obligatoires
Gros œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Qualibat 1231 : micropieux (ou équivalent) ; • Qualibat 1232 : pieux (ou équivalent); • Qualibat 1311 : terrassements Fouilles (technicité courante) (ou équivalent); • Qualibat 1321 : canalisations d'assainissement (technicité courante) (ou équivalent); • Qualibat 2113 : maçonnerie (technicité supérieure) et Béton armé (technicité courante) (ou équivalent); • Qualibat 2153 : dallage à usage industriel (technicité supérieure) (ou équivalent).
Charpente	<p>Charpente métallique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Qualibat 2411 : Construction et structures métalliques (technicité courante) (ou équivalent); • Qualibat 2412 : Construction et structures métalliques (technicité confirmée) (ou équivalent); • Qualibat 2492 : ossatures de ponts roulants et d'appareils de levage (technicité confirmée) (ou équivalent); • Qualibat 2523 : Ponts et passerelles suspendus ou à haubans (ou équivalent); • Qualibat 4421 : Structures métalliques (ou équivalent) <p>Charpente bois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Qualibat 2342 : Fourniture et pose de charpente en bois lamellé-collé (technicité courante) (ou équivalent); • Qualibat 2362 : Fabrication et pose de bâtiments à ossature bois (technicité confirmé) (ou équivalent).
Clos - couvert	<p>Couvertures :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Qualibat 3183 : couverture en plaques nervurées ou ondulées (technicité supérieure) (ou équivalent) <p>Bardage, isolations extérieures, menuiseries extérieures :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Qualibat 3183 : couverture en plaques nervurées ou ondulées (technicité supérieure) (ou équivalent) • Qualibat 3522 : fabrication et pose de menuiseries extérieures en aluminium (ou équivalent) • Qualibat 3712 : fourniture et pose de façades rideaux métalliques ; (ou équivalent) • Qualibat 3813 : tous types de bardages. (ou équivalent) • Qualibat 7132 : isolation thermique par l'extérieur (technicité confirmée) (ou équivalent) • Qualibat 7122 : Isolation thermique par l'intérieur. (ou équivalent)

Lot 02 : SECOND OEUVRE	
Compétences obligatoires	Qualifications obligatoires
Cloisons, doublage, platerie, faux plafonds	<ul style="list-style-type: none"> • Qualibat 4132 : plaques de plâtre(ou équivalent) • Qualibat 6611 : Fourniture et pose de plafonds suspendus modulaires (technicité courante); (ou équivalent)
Menuiseries intérieures	<ul style="list-style-type: none"> • Qualibat 4312 : Fournitures et pose de menuiserie intérieure bois (ou équivalent)
Revêtements de sols (sol souples et carrelage), muraux, peinture	<ul style="list-style-type: none"> • Qualibat 6312 : Carrelages - Revêtements - Mosaïques (technicité confirmée) ; (ou équivalent) • Qualibat 6323 : Carrelages - Travaux d'étanchéité ; (ou équivalent)
Serrurerie et planchers techniques	<ul style="list-style-type: none"> • Qualibat 4412 : métallerie (technicité confirmée) (ou équivalent)

Lot 03 : PCCV	
Compétences obligatoires	Qualifications obligatoires
Chauffage, ventilation, climatisation	
Plomberie , sanitaires	<ul style="list-style-type: none"> • Qualibat 5112 : Installation de plomberie sanitaire pour des bâtiments sans surpresseur supérieurs à 1000 m² (ou équivalent)

Lot 04 : ÉLECTRICITE	
Compétences obligatoires	Qualifications obligatoires
Electricité	<ul style="list-style-type: none"> • Qualifelec niveau 2 en CFO et CFA (ou équivalent)

Lot 05 : VRD générales et parking aéronautique	
Compétences obligatoires	Qualifications obligatoires
VRD	<ul style="list-style-type: none"> • Qualibat 1311 : Terrassements Fouilles (technicité courante) (ou équivalent) • Qualibat 1321 : Canalisations d'assainissement (technicité courante) (ou équivalent) • Qualibat 1341 : Aménagement de chaussées et trottoirs (technicité courante) (ou équivalent) • Qualibat 1351 : Espaces verts (ou équivalent) • FNTP 2311 : Travaux de terrassement en grande masse ; (ou équivalent) • FNTP 341-3421-3446-347: Chaussées urbaines ; (ou équivalent)

	<ul style="list-style-type: none"> • FNTF 515 Construction de réseaux gravitaires en site non urbanisé (ou équivalent) • FNTF 651: Eclairage public ; (ou équivalent)
VRD – Aire aéronautique	<ul style="list-style-type: none"> • FNTF 32: Chaussées trafic important; (ou équivalent) <ul style="list-style-type: none"> ◦ 321 : Assises de chaussées (ou équivalent) • FNTF 35 : Chaussées aéronautiques (ou équivalent) <ul style="list-style-type: none"> ◦ 351 : Assises de chaussées (ou équivalent) ◦ 352 : Revêtements en matériaux enrobés (ou équivalent) ◦ 353 : Revêtements en béton hydraulique vibré (ou équivalent) • FNTF 2321: Travaux de terrassement courants; (ou équivalent) • FNTF 5154-5161: Canalisations gravitaires; (ou équivalent) • FNTF 371 : mise en oeuvre de produits de marquage routier pour signalisation routière ; (ou équivalent) • FNTF 661 : balisage des ports et aéroports (ou équivalent)

Le candidat devra en complément avoir un référent cybersécurité au sein de sa structure. Celui-ci devra être identifié et mentionné dès le dépôt de la candidature.

Pour chaque compétence, le candidat doit en apporter la justification par un dossier documenté (certificats / qualifications de type RGE – OPQIBI – Qualibat – Qualifelec ou équivalent via la justification de formations, CV, références complémentaires, certificat de MOA, etc.).

C - Capacités techniques :

* Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;

* Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance).

Dans cette hypothèse, le candidat apporte les justifications des capacités du ou des opérateurs économiques en cause et produit un engagement écrit de ce ou ces derniers justifiants qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

Le candidat devra en complément des éléments demandés, **compléter le document cadre de mémoire de candidature pour le lot concerné**. Ce document devra obligatoirement être joint au dossier de candidature.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

Si le candidat utilise le DUME, le candidat devra faire figurer les informations précitées dans cet article 3-1.

3-2. Seconde étape – Sélection des offres

A l'issue de la sélection des candidats admis à soumissionner, ces derniers seront invités à présenter une offre dans les conditions définies aux articles **L2124-2, R2124-2, R2142-15 à 18 et R2161-6 à 11 du code de la commande publique**.

La date limite de remise des offres sera précisé dans l'invitation adressée aux candidats sélectionnés

Les candidats retenus, après sélection du représentant du pouvoir adjudicateur, recevront le nouveau dossier de consultation des entreprises – phase offre.

Ils devront produire un dossier administratif et un dossier technique tel qu'indiqué dans les pièces du marché.

Les critères de jugement des offres seront précisés dans le règlement de consultation de la phase offre. A **titre indicatif**, la répartition sera la suivante :

1	Prix	40 points
2	Valeur technique	60 points

Attention, un délai important peut-être constaté entre la sélection des candidats et la remise du DCE de la phase offres.

ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES CANDIDATS

La procédure d'appel d'offres restreint comporte en premier lieu une sélection des candidats, suivi d'une phase de remise des offres par les candidats sélectionnés.

Par conséquent, les candidats doivent dans un premier temps déposer leur dossier de candidature, conformément aux exigences et dans le délai indiqué en première page du présent document. Seules les sociétés retenues après analyse des candidatures recevront l'invitation à soumissionner et devront constituer un dossier d'offres.

4-1. Ouverture des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par le RA.

4-2. Limite du nombre de candidat admis à poursuivre la consultation

Conformément à l'article R.2142-15 du Code de la commande publique, le **RA sélectionne 5 candidats par lot**.

Conformément à l'article R2142-18, lorsque le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur au nombre minimum indiqué, l'acheteur peut poursuivre la procédure avec ces candidats.

Avant de procéder à l'examen et à la sélection des candidatures, si le RA constate que des pièces visées à l'article 3-1 du présent règlement de la consultation sont manquantes ou incomplètes, il

se réserve la possibilité de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai qui sera précisé dans la demande de compléments.

Les candidats doivent déposer leurs compléments de candidatures sur la plateforme.

Les candidatures sont ensuite examinées conformément aux dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique.

Seules les candidatures répondant aux niveaux de capacités détaillé à l'article 3 du présent RC seront examinées au regard des critères énoncés à l'article 4-3.

Le RA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

4-3. Critères de sélection des candidatures

Le RA procédera à une sélection des candidats au regard des critères suivants :

Critère	Désignation	Nombre de points /100
1	Capacité économiques et financières du candidat	25
2	Moyens techniques du candidat	15
3	Moyens humains du candidat	15
4	Compétences du candidat	20
5	Qualité des références demandées	25

Le candidat devra compléter le cadre mémoire de candidature reprenant l'ensemble des éléments. Ce document sera à joindre au dossier de candidature en complément des pièces justificatives.

Les candidats sont classés en application des critères susvisés. Les 5 meilleurs candidats seront invités à déposer une offre via une nouvelle procédure par la plateforme PLACE et selon des modalités précisées par un nouveau règlement de la consultation.. Les candidats non retenus seront informés conformément à l'article R.2181-3 du Code de la commande publique.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE LA CANDIDATURE

Les candidatures seront remises obligatoirement par voie électronique.

5-1. Candidature remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs dépôts de candidatures sont successivement transmis par un même candidat, seule est ouverte la dernière candidature reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des candidatures.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au maître d'ouvrage.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence **SNIA_PAIGPN_AOR_24-015**.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- La candidature devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de la candidature est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible « copie de sauvegarde ».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté.

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

SNIA Nord – MGP
82 RUE DES PYRENNEES 75970 Paris Cedex

Copie de sauvegarde pour : AOR CUGE Phase Candidature 24-015

Lot n° :

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat^(*) :

« NE PAS OUVRIR »

^(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 12 jours calendaires avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7. PROCÉDURES DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est :

Tribunal administratif de Rouen
53 Avenue Gustave Flaubert
76000 ROUEN
tél. : 02 35 58 35 00
Adresse internet : greffe.ta-rouen@juradm.fr

